

Nationalité et modernité de Daniel Jacques, Montréal, Boréal,
1998, 268 p.

Daniel Salée

Volume 18, numéro 3, 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040196ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040196ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Salée, D. (1999). Compte rendu de [*Nationalité et modernité* de Daniel Jacques, Montréal, Boréal, 1998, 268 p.] *Politique et Sociétés*, 18(3), 165–168.
<https://doi.org/10.7202/040196ar>

Nationalité et modernité

de Daniel Jacques, Montréal, Boréal, 1998, 268 p.

Soucieux de démontrer la légitimité de leur projet politique, nombre d'intellectuels nationalistes québécois s'affairent depuis quelques années à parer aux critiques qui n'ont de cesse d'associer le nationalisme québécois aux pires excès commis de par le monde au nom de la nation. Le nationalisme québécois moderne, se défendent-ils, n'est pas ethnique ni même culturel, mais bien civique et territorial ; il ne se compare en rien à ces mouvements nationalitaires qui, un peu partout depuis quelque temps, participent d'une conception rigide et exclusiviste de la communauté nationale et se croient, du coup, justifiés de nier, voire d'annihiler l'Autre. Les champions de la nation au Québec s'empressent de marquer leur distance à l'égard de cette vision pernicieuse et les plus férus de théorie parmi eux puisent dans la philosophie politique pour montrer que la nation peut être aussi marquée au coin de la liberté, de l'ouverture sur l'Autre et du respect de la différence. Daniel Jacques, l'auteur de *Nationalité et modernité*, est de ceux-là. Il n'est jamais expressément question du Québec dans son dernier ouvrage, mais on aura vite compris que le Québec s'inscrit en filigrane de la démarche intellectuelle que poursuit le prolifique philosophe québécois ; celui-ci déclarait dans une entrevue au journal *Le Devoir* au moment de la sortie de son livre : « Je ne voulais pas partir d'ailleurs pour réfléchir sur ici, mais plutôt partir d'ici pour réfléchir sur l'ailleurs ».

L'entreprise de Daniel Jacques s'ouvre sur un constat que peu contestent : « nous sommes désormais soumis à une multitude d'obligations politiques et morales divergentes ». Ce phénomène qu'il nomme « la confusion des allégeances » soulève la question de l'identité et de l'appartenance et pose d'emblée le problème du vivre ensemble : quelle place faut-il accorder à la différence au sein de la modernité ? Jacques fait ainsi écho aux débats actuels sur la manière appropriée de concilier la diversité et le pluralisme socio-culturels avec les impératifs d'unité, voire d'homogénéité qui sous-tendent souvent la communauté politique moderne. Sa réponse est somme toute assez simple et quelque peu prévisible. Malgré le mal qu'on ait pu en dire, malgré les inquiétudes que ses manifestations peuvent susciter, malgré les paradoxes qu'elle recouvre parfois, la nation, pour peu qu'elle s'inscrive à l'enseigne de la démocratie, continue d'offrir un mode de vie commune et de solidarité tout à fait légitime et approprié à la recherche d'un bien substantiel partagé. Rien ne permet d'affirmer qu'il en sera ainsi éternellement, ni même que la nation soit la meilleure forme de communauté politique, reconnaît l'auteur, mais elle conserve, selon lui, toute son utilité. La nation, en effet, répond au désir fondamentalement humain de clôture sociale, d'appartenance à un groupe d'individus avec lesquels on se reconnaît une histoire, une culture, une singularité communes. Elle « représente un bien susceptible d'apaiser la quête

d'identité des Modernes » et donc de mettre un peu d'ordre dans la confusion des allégeances qui brouille l'ordonnement de la communauté politique. Par ailleurs, quoi qu'en pensent certains, la nation se présente comme une forme politique éminemment libérale. Dans la mesure où on la proclame avec prudence et modération, c'est-à-dire dans la mesure où ses défenseurs sont animés d'un désir de concorde plutôt que de conquête, elle constitue en fait le garant par excellence de la liberté et de l'intégrité individuelles : « elle permet de protéger l'humanité de l'homme (sic) en favorisant son inscription au sein d'une communauté politique réelle. » La nation constitue en cela l'une des conditions essentielles d'accomplissement de la liberté.

C'est au terme d'une traversée érudite de la philosophie politique qui a marqué la modernité que Daniel Jacques nous livre ces conclusions. Traversée démesurément longue toutefois : près des deux tiers de l'ouvrage sont consacrés à une exégèse minutieuse et à une analyse des tensions théoriques qui opposent ou allient des penseurs politiques aussi divers que Hobbes, Rousseau, Constant, Tocqueville, Nietzsche et les révolutionnaires conservateurs allemands. Dans ce tableau impressionnant de la philosophie politique moderne qu'il brosse non sans élégance et un certain brio, Jacques relève le va-et-vient d'une pensée qui hésite constamment entre l'Universel et la Différence, entre un parti-pris pour l'unité irréfragable du lien social et le respect inconditionnel de la souveraineté individuelle ; oscillations d'une philosophie politique de l'ambivalence, donc, qui témoigne de la complexité inhérente au procès de construction de la communauté politique moderne. Entre les deux pôles, la nation se propose comme solution mitoyenne qui, pour Jacques, peut tout à la fois satisfaire le désir de proximité sociale et les envies de solitude et de liberté qui alternent au cœur de la nature humaine.

Nationalité et modernité n'est pas un ouvrage facile. On ne saurait nécessairement en tenir rigueur à son auteur, mais il faut bien avouer que sa prose éprouvera sans doute quiconque n'est pas rompu, comme lui, aux méandres de la philosophie politique moderne. C'est qu'il n'est pas toujours aisé de suivre sa pensée. Rendue dans un style dense et serré qui n'offre presque jamais de répit, elle commande une attention de tous les instants. Ainsi, on se surprendra, au détour d'un argument, à avoir perdu le fil, ou encore à s'interroger sur l'objectif poursuivi par tel discours savant (surtout les plus longs et les plus touffus) à propos de tel ou tel penseur. Manifestement, bien qu'il semble vouloir faire œuvre d'éducation tout autant que de réflexion, Daniel Jacques n'écrit pas pour le commun des mortels. Notons au passage qu'il ne semble pas non plus écrire pour les femmes ; toujours subsumées sous le vocable « homme », elles n'occupent aucun espace dans son univers théorico-discursif. Contrairement à bon nombre de ses collègues qui, de plus en plus, prennent le parti de féminiser le sujet ou d'en neutraliser le genre, Jacques semble continuer de croire que le masculin l'emporte d'emblée sur le féminin et que l'homme est, par définition, porteur d'universel, le sujet par excellence de l'histoire, le seul digne de considération socio-philosophique. Délibéré ou non, ce biais narratif ne manquera pas d'en agacer plusieurs qui se verront plutôt confirmer dans leur soupçon que la nation est d'abord ancrée

dans une conception fondamentalement patriarcale des relations sociales et qu'elle ne représente pas, en bout de piste, une forme de communauté politique aussi inclusive et libérale que Jacques se plaît à prétendre.

Quoi qu'il en soit de ces questions de forme, la démarche même de Daniel Jacques, elle, pose des problèmes de fond autrement plus préoccupants. Premièrement, il y a quelque chose d'un peu suranné dans sa quête d'un *modus vivendi* social universel et de paramètres harmonieux du vivre ensemble. Comme s'il fallait qu'il n'y eût qu'une seule manière d'appartenir et de participer à la communauté politique ou comme si, sans harmonie, il ne pouvait y avoir de communauté politique. Mais ce sont surtout le mode d'appréhension et le biais normatif par lesquels Jacques saisit la nation qui déconcertent. Ils l'empêchent de réaliser que toute communauté politique, à plus forte raison lorsqu'elle s'objective à travers la nation, participe nécessairement d'un effort de normalisation ou d'homogénéisation qui, à terme, minimise la diversité et le pluralisme inhérents de la société et nie très souvent le caractère invariablement contradictoire de toute dynamique sociale.

La nation de concorde qu'envisage Daniel Jacques et le type de communauté politique qu'elle suppose ne représentent guère plus que les vœux pieux d'un imaginaire essentiellement théorique qui, quoique bien intentionné, n'a pas véritablement prise sur la réalité des rapports sociaux antagoniques et de pouvoir qui traversent généralement les groupes humains. On ne peut lui reprocher d'aspirer à aplanir la confusion des allégeances ou d'espérer l'instauration de communautés politiques plus cohésives, ni même de croire que la nation est la forme la plus susceptible de réaliser pareils idéaux. On peut toutefois lui faire grief d'ignorer les mécanismes et processus sociétaux fondamentaux qui façonnent toute société et dont seule une analyse approfondie permet de comprendre la logique et les limites du lien social de même que les écueils qui se posent à la cohésion de la communauté politique. Menée avec lucidité, pareille analyse devrait faire paraître bien vaine toute tentative théorique de recomposition de la communauté politique et bien futile toute recherche de quelque forme idéale de vivre ensemble, car l'apparence d'harmonie, d'unité ou de stabilité qu'affiche une société à un moment donné de son histoire participe toujours d'un acte de pouvoir et de domination qui, tôt ou tard, sera confronté à la résistance et au ressentiment des exclus. Comme toute autre forme de communauté politique, la nation résulte de cette dynamique de pouvoir/résistance qu'on aurait plutôt intérêt à bien cerner. Une communauté politique existe, se fait, se défait et acquiert sa nature propre d'abord et avant tout dans la réalité antagonique des relations sociales et non pas à travers les vellétés humanistes et les formules des philosophes. On ne saisira jamais aussi bien la forme par laquelle la communauté politique s'accomplit ou se reconfigure que par la dynamique sociétale qui en anime la marche. Au fond, la nation ne se pense pas ; il faut surtout la saisir comme produit d'interactions et d'enjeux sociaux, comme un objet qui demande à être expliqué.

La grande faiblesse de l'entreprise intellectuelle que poursuit Daniel Jacques tient surtout à ce que sa manière de concevoir la communauté

politique le rend incapable de saisir adéquatement la logique constituante de la nation. Or cette lacune n'est pas sans conséquence : sans une vision claire de ce qu'est la nation Jacques n'arrive jamais à en établir incontestablement la légitimité politique et échoue donc dans le projet même qui, au départ, motivait sa démarche. La fréquentation des plus grands esprits de la modernité semble rien y faire : il n'accouche finalement que d'un modèle plutôt incomplet et vague qui repose en définitive sur un esprit de bonne entente, quelques tièdes injonctions à la prudence politique et quelques idées reçues sur la dualité de la nature humaine. Rien de la robustesse des idées qu'il expose pourtant bien ne transparaît dans cette nation mi-figue, mi-raisin, conçue sur un mode défensif pour débouter surtout les critiques les plus virulents. À vrai dire, il s'en trouvera assez peu parmi ces gens pour contester le bien-fondé ou la réalité de la nation comme forme de communauté politique ; c'est plutôt le nationalisme et toute manifestation abusive de la souveraineté nationale – découlant généralement de la dynamique sociétale – qui les effraient. Difficile de ne pas penser que Daniel Jacques s'est peut-être acharné à enfoncer le mauvais clou.

Nationalité et modernité est un ouvrage foncièrement idéaliste. Il l'est d'abord par l'attachement exclusif de l'auteur aux idées qui ont marqué l'évolution conceptuelle de la nation et par le recours à cette méthode comme mode principal d'appréhension du phénomène. Il l'est aussi en ce que la nation y est posée comme un idéal, comme la forme de communauté politique la plus appropriée aux conditions de la modernité. Ceux et celles qui savent apprécier le genre d'exercice exégétique auquel se livre Daniel Jacques trouveront sûrement quelque utilité à ce livre. À moins de partager l'idée qu'il se fait de la communauté politique et de la nation, les autres risqueraient bien de ne pas y trouver leur compte.

Daniel Salée
Université Concordia